

## LA LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

### Mort de Prigojine et enjeux politico-sécuritaires au Mali et au Sahel

Le 23 août dernier, les médias internationaux annonçaient la mort, dans un accident d'avion, du fondateur de Wagner, Evgueni Prigojine, ainsi que de son bras droit Dmitri Outkine. Deux mois plus tôt, les miliciens de cette Société militaire privée (SMP) russe s'étaient mutinés, en s'emparant de la ville de Rostov-sur-le-Don, siège de l'État-major de l'armée russe pour les opérations qu'elles mènent chez son voisin ukrainien, puis en remontant vers Moscou en menaçant de prendre la capitale.

Il persiste, toutefois, des interrogations sur le lien éventuel entre les deux événements qui, pour l'heure, restent sans réponses dûment documentées. Si les rapports entre le pouvoir russe et Wagner sont en pleine reconfiguration, la mort de son fondateur amène à s'interroger sur ses conséquences sur le continent africain, et notamment au Mali, pays où le groupe serait plus implanté bien que les autorités parlent plutôt d'une coopération formelle avec la Russie.

Alors même que le Mali semble encore faire face à un cycle de violences, il convient de saisir ce que la recomposition à venir du groupe Wagner pourrait impliquer pour les dynamiques socio-politiques dans ce pays gouverné depuis mai 2021 par un régime militaire suite à un premier coup d'Etat survenu en août 2020.

Comprendre ces enjeux impose d'abord de revenir sur les relations russo-africaines. Cette relation qui s'inscrit dans une longue période historique, a pris une nouvelle dimension depuis une dizaine d'années, notamment avec l'apparition du groupe Wagner et son intervention sur le continent.

Il s'agit ensuite d'analyser comment, au Mali, le conflit entre l'Ukraine et la Russie a pu reconfigurer cette relation avec le choix des autorités maliennes de changer de partenaire et de se passer de l'allié traditionnel qu'était la France. Enfin, partant de la dimension régionale de la crise malienne, il convient de réfléchir, au-delà du militaire, aux voies de sortie politique durable permettant le retour à la stabilité.

#### « Cahier d'un retour » africain de la Russie ou la force des circonstances

Au moment des indépendances dans les années 1960, de forts liens se tissent entre l'URSS d'alors et plusieurs pays africains, et la guerre froide semble s'exporter sur le continent. Mais, à la chute du mur de Berlin en 1989, l'URSS n'a plus les moyens de ses ambitions et va se désintéresser de l'Afrique pendant une vingtaine d'années.

La présence de la Russie en Afrique s'inscrit aujourd'hui dans un projet de reconquête de cet espace en termes d'établissement d'alliances. Ainsi, depuis 2015, une vingtaine d'accords dans le domaine de la défense ont été passés. La société militaire privée (SMP) Wagner, créé en 2014, lors de la première offensive russe dans le Donbass, apparaît comme un des instruments importants de cette reconquête, se manifestant à travers trois canaux principaux : la question de la coopération sécuritaire, celles d'activités économiques notamment dans le secteur minier, enfin la lutte informationnelle.

Si le secteur paramilitaire en Russie correspond à la privatisation du secteur de la sécurité, seul le groupe Wagner, semble-t-il, opère sur le continent africain. On estime, aujourd'hui, la

présence de Wagner en Afrique comprise entre 3000 et 4000 hommes, répartis sur différents théâtres d'opérations. À partir de 2017, Wagner commence à s'implanter d'abord en Libye et au Soudan puis, au printemps 2018, en Centrafrique. L'arrivée de la SMP russe au Mali date de décembre 2021, dans un contexte de fortes détériorations des relations entre Paris et Bamako où la capitale malienne a vu s'installer une junte militaire suite à deux coups d'État à l'été 2020 et au printemps 2021.

Sur les terrains africains, les rapports entre l'État russe et Wagner doivent être compris comme un partenariat sur la fourniture d'un appareil logistique gouvernemental, notamment via des rotations aériennes acheminant matériel et hommes, en échange de l'accomplissement de différentes tâches. En Centrafrique, la société russe en est ainsi venue à jouer un rôle de garde prétorienne pour le Président Faustin-Archange Touadéra - ce qui n'est pas le cas au Mali . Au Sahel, d'abord positionné dans le centre du Mali, les miliciens ont participé à quelques combats contre les djihadistes mais il semble qu'au fur et à mesure ils aient adopté pour une position plus en retrait, restant dans leurs casernements.

S'ils demeurent, toutefois, d'un appui logistique important pour les Forces armées maliennes (FAMA), ce soutien de Wagner a un coût, estimé à environ 10 millions de dollars par mois pour l'État malien - et entre 30 et 50 millions de dollars pour l'État centrafricain. Une partie de ces sommes semblent être prélevées directement à la source. Au Mali, contrairement à la Centrafrique, aucun contrat minier ne semble avoir été passé ou du moins officialisé publiquement, quand bien même deux sociétés minières (Alpha Development et Marko Mining) ont été créées. Pour l'instant, les activités économiques de Wagner se concentrent dans des activités d'orpaillage artisanal.

Mais au-delà de ces volets sécuritaire et économique, c'est probablement sur le plan de la lutte informationnelle que la société Wagner, via l'Internet Research Agency (IRA) souvent présenté comme une « usine à trolls » de la part des Occidentaux s'est montrée la plus active. Le sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Saint-Petersbourg les 27 et 28 juillet dernier, un mois après la tentative de mutinerie de la SMP Wagner, a été l'occasion d'une vaste opération de communication mais aussi de rabattre les cartes entre les oligarques de la sécurité. On observe, ainsi, le rapprochement d'Andreï Averyanov avec certaines délégations, notamment les officiels maliens. Le général Averyanov, à la tête d'une unité du GRU - les services secrets extérieurs qui s'occupent des basses œuvres du Kremlin, assassinat d'opposant ou opération de déstabilisation - est vu comme un possible successeur de Prigojine pour diriger Wagner en Afrique.

### **Des répercussions du conflit russo-ukrainien au Mali ?**

Du point de vue malien, il faut remonter à une dizaine d'années en arrière et à l'offensive djihadiste de 2012, puis aux déclenchements de différentes opérations - principalement Serval puis Barkhane, celles de l'ONU via la MINUSMA et celles menées par la force commune régionale G5 Sahel - pour comprendre comment la Russie a pu devenir un tel partenaire. Loin de la perception d'une nouveauté dans la stratégie de défense malienne, c'est, pourtant, dès juin 2019, sous la présidence d'Ibrahima Boubacar Keita, qu'un premier accord de coopération militaire est signé entre les ministres de la Défense russe et malien Sergueï Choïgou et Ibrahima Dahirou Dembélé. Mais c'est l'avènement du régime issu du coup d'État de l'été 2020 qui précipite

---

Notons qu'on ne trouve pas de trace de l'inscription Wagner sur un quelconque registre du commerce russe ou internationale, et qu'outre la difficulté à documenter ces activités, cela a une conséquence pratique : Wagner ne se soumet pas aux conventions internationales.

l'arrivée des mercenaires de Wagner au Mali, bien que les autorités maliennes continuent d'en nier la présence, parlant plutôt d'instructeurs russes. Si elle date de la fin d'année 2021, cette arrivée a, dans l'opinion, été préparée pendant plusieurs mois, notamment par l'activiste franco-béninois Kémi Séba, dont il a été admis ensuite qu'il avait largement été financé par Moscou.

On peut dire que le début de la guerre en Ukraine en février 2022 reconfigure les rapports de l'État malien aux autorités russes. Début mars 2022, le Colonel Sadio Camara, Ministre de la Défense, et le Général Alou Boï Diarra, Chef d'état-major de l'armée de l'air, les deux officiers supérieurs ayant favorisé la venue de Wagner, se rendent à Moscou pour apporter un soutien direct au Kremlin. Le rapport des autorités maliennes avec leurs homologues russes s'inscrit aussi dans une reconfiguration des relations internationales, où l'hégémonie occidentale est de plus en plus contestée et qu'on entre dans une ère de diversification des partenariats. En mars 2022, les autorités maliennes, comme quinze autres pays africains, dont la Centrafrique, s'abstiennent de soutenir la résolution de l'ONU condamnant la Russie – sur un total de trente-cinq abstentions auquel il faut ajouter cinq votes « contre ».

Un an plus tard, en février 2023, lors d'un vote similaire, le Mali décide, cette fois, de se prononcer contre la résolution proposée par l'Organisation internationale affichant ainsi, un soutien public sur la scène internationale à Moscou. Dans le même temps, depuis le début du conflit en Ukraine, les rapports se tendent entre les autorités maliennes et ses partenaires occidentaux.

Le Mali décide de faire appel aux supplétifs de Wagner – officiellement à l'armée russe – et demande le retrait de la force Barkhane en août 2022, précédée de quelques semaines par la fin de la mission Takuba, une mission européenne

composée de forces spéciales de plusieurs pays. En juin 2023, Bamako demande la fin de la mission de sécurisation de l'ONU et le retrait de près des 15 000 hommes (dont un peu plus de 11 000 soldats) du pays. Le gouvernement souhaite ce départ sans délai, mais l'opération logistique et le retrait de la MINUSMA devrait prendre au moins six mois. Toujours est-il que, sur le terrain, avec ce départ, la situation sécuritaire semble se dégrader, en témoigne début septembre, cette double attaque terroriste qui a fait près de soixante morts dans la région de Gao, dans une zone où, justement, la MINUSMA possédait deux camps.

### **Du déclin de Moura à la mort de Prigojine**

Un des éléments qui a précipité cette demande est sans aucun doute la parution du rapport d'enquête sur les événements de Moura où, quelques jours après le début du conflit russo-ukrainien en mars 2022, s'est menée une opération d'envergure dans la ville du Moura, dans le centre du Mali. Les rapports établissent que ces opérations ont impliqué les Forces armées maliennes et les miliciens de Wagner. Le rapport d'enquête que contestent, par ailleurs, les autorités maliennes, évoque près de 500 tués, principalement des villageois.

Aujourd'hui différents scénarii sont sur la table. On estime la présence des miliciens russes à près de 1400 au Mali. Dans une vidéo publiée à la mi-juillet, un mois avant sa mort, Evgueni Prigojine affirmait que ses hommes ne combattraient plus maintenant qu'en Afrique et plusieurs sources ont fait état de rotations aériennes de troupes des miliciens de Wagner en Centrafrique, vers la Russie puis vers Bangui.

À la mi-août, Prigojine se serait d'ailleurs rendu en Centrafrique avant d'aller au Mali où, dans une vidéo qui s'avèrera être sa dernière apparition, il déclarait vouloir libérer l'Afrique.

Si du point de vue sécuritaire, Wagner n'a pas connu de succès probant sur le terrain, elle a permis d'étendre l'influence de l'État russe sur le continent au point qu'il est probable qu'elle continue à fonctionner de la sorte. Un statut quo, entre Wagner, l'État russe, et les différents gouvernements africains reste possible. Une autre hypothèse est la disparition du groupe Wagner - sur le front ukrainien, il est acquis que ses hommes vont être reversés dans l'armée régulière russe - mais que le modèle que le groupe a déployé soit repris. Il est ainsi une autre option, celle d'un remplacement de Wagner par d'autres SMP, notamment Convoy ou Redut. Ces différentes alternatives sont en partie déterminées par la situation russe mais aussi largement par la conjoncture malienne.

### **Wagner au Mali : quelles perspectives régionales ?**

L'intervention de Wagner bien que contesté par les autorités maliennes n'a pas eu d'effet positif dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Les chiffres et les données de terrain sont catégoriques. Le Mali a enregistré 71% de toutes les attaques au Sahel en 2022. C'est durant cette année même que, le Mali est arrivé à son plus grand nombre de victimes du terrorisme au cours de la dernière décennie, avec un nombre de décès qui a augmenté de plus de 50 %. De plus, malgré la présence des supplétifs de Wagner ou russe, on se souvient de l'attaque meurtrière dans la région de Mopti entraînant la mort de 110 civils.

Selon Bakary Sambe, dans une interview au Quotidien sénégalais, Le Soleil, « de nombreux rapports sont revenus sur le fait qu'en 2022, sur les cinq premiers mois du partenariat Mali-Wagner, 456 décès sont enregistrés sans parler des tristes événements de Dangere-Wotoro, de Moura de même que les exactions qui ont été relevées dans le rapport de la MINUSMA qui a été l'une des pommes de discorde entre Bamako et la mission onusienne ».

### **Régionalisation d'une crise multidimensionnelle**

La crise sécuritaire que traverse actuellement le Mali est une crise régionale qui s'inscrit dans des dynamiques transnationales, celles d'un « djihad global », présent ailleurs sur le continent africain, au Moyen-Orient et dans une moindre mesure en Asie et dans les pays occidentaux. L'enjeu du retour à une stabilité politique au Mali a des impacts sur l'ensemble de la région sahélienne tant la situation régionale détermine celle du Mali, qui est aujourd'hui l'épicentre de ces dynamiques terroristes.

Ainsi, la crise au Sahel est née au Mali en 2012 suite à la dislocation de la Libye voisine et s'est progressivement étendue aux autres pays du Sahel. C'est au Mali que l'on a vu le premier coup d'État de la région en 2020, avant d'en connaître successivement en Guinée, au Burkina-Faso, au Tchad et, depuis fin juillet, au Niger. Aujourd'hui l'ensemble des pays du G5 Sahel, à part la Mauritanie, sont régis par des gouvernements Kaki comme quatre des sept pays frontaliers qui entourent le Mali - en plus de la Guinée, du Burkina-Faso, du Niger, il faut ajouter la Mauritanie.

Il existe un défaut d'études pour documenter les dynamiques internes de ces armées mais de nouveaux coups d'États, où une partie de l'armée renverserait la partie au pouvoir, ne peuvent être exclus. Au-delà de la légitimation des pouvoirs nationaux par des processus électoraux souverains, le principal levier pour endiguer la violence au Sahel pourrait, et devrait, être les institutions régionales ou continentales. C'est le rôle qu'aurait dû tenir la CEDEAO. Mais l'organisation de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest semble aussi souffrir d'un manque de légitimité, en particulier suite aux sanctions prises contre le Mali et le Burkina-Faso qui ont affecté les populations plus que les élites au pouvoir. Début juillet, l'institution régionale tenait une

session du conseil de médiation et de sécurité à Bissau en partie consacrée à la situation malienne, et proposait qu'une partie des contingents ouest-africains démobilisés de la MINUSMA soit reversée dans une force d'intervention de la CEDEAO au Mali. Cette idée - qui devrait avoir l'aval des autorités maliennes - semble pour l'instant remise aux oubliettes, la CEDEAO étant depuis fin juillet plutôt tournée vers une possible intervention au Niger afin de déloger le général Tchiani et tenter de remettre au pouvoir le président Mohamed Bazoum.

Les derniers développements avec l'affaiblissement diplomatique notoire de la France et les prises de position dispersées entre puissances occidentales, et alors que la Chine se positionne auprès des nouvelles autorités, semblent éloigner la perspective d'une telle intervention.

### **Une privatisation poussée de la sécurité sur fonds d'instabilité politique**

Si les dynamiques que l'on observe à cette échelle régionale ne sont pas identiques suivant tous les pays, elles sont néanmoins en partie comparables. La militarisation de l'espace social malien, liée à la présence de Wagner, rejoint des dynamiques endogènes symbolisées par l'apparition de milices villageoises, une des plus célèbres étant la milice dogon Dan Na Ambassagou dans le centre du pays. Dans un contexte où les frontières sont poreuses, la circulation d'hommes armés, une tendance qui s'observe à l'échelle régionale, participe d'un délitement des institutions régaliennes chargées d'assurer la sécurité des populations. Pourtant, le Mali a adopté par référendum à la mi-juin, un projet constitutionnel ouvrant la voie à la tenue d'élections prévues en février 2024. Des

observateurs internationaux ont dénoncé des irrégularités mais les autorités se sont targuées d'une victoire du « Oui » à leur projet à plus de 97%, avec un taux de participation de près de 40%. Un des enjeux que posent ces futures élections est le maintien au pouvoir des actuelles autorités militaires par la voie électorale. Celle-ci semble jouir d'un fort soutien dans l'opinion populaire - selon une enquête de la Friedrich Ebert Stiftung réalisée en avril, près de 9 maliens sur 10 soutiennent le gouvernement malien, et ont confiance dans le partenaire russe pour rétablir la situation sécuritaire. Le rétablissement de conditions sécuritaires dans le pays passe par ce processus de légitimation électorale, des élections qui devront être le plus transparentes possibles, ce qui nécessite des autorités gouvernementales l'organisation d'un véritable débat public, alors qu'au contraire la junte semble durcir les conditions d'expression, en témoigne l'emprisonnement de plusieurs voix discordantes au sein de la société civile.

Certains observateurs mettent néanmoins un bémol à ce « soutien inconditionnel » à l'actuel régime militaire faisant la différence entre l'expression de l'opinion publique à Bamako inondant les réseaux sociaux et l'intérieur du pays qui vit quotidiennement l'insécurité. Il s'y ajoute que la situation économique serait intenable dans le moyen terme.

Il est vrai que la crise nigérienne vient complexifier la situation en même temps qu'elle a permis au régime militaire de sortir davantage de son isolement régional notamment par la Charte du Liptako-Gourma dans un contexte de reprise des hostilités au Nord du pays.

Recherches coordonnées par **Martin Mourre, Chercheur Associé**

#### **Contacts:**

**Timbuktu Institute - African Center for Peace Studies**

**Cité Keur Gorgui - Dakar, Sénégal**

**Tél : +221 338652552 - Cell : +221 776377315**

**[www.timbuktu-institute.org](http://www.timbuktu-institute.org) - E-mail : [contact@timbuktu-institute.org](mailto:contact@timbuktu-institute.org)**